ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 4 août 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative aux réformes en matière statutaire du personnel des forces armées", a donné le 30 septembre 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1975 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de hervorming inzake het statuut van het personeel van de krijgsmacht", heeft de 30e september 1975 het volgend advies gegeven :

L'intitulé n'est pas rédigé conformément à l'usage. Le texte suivant est proposé :

"Projet de loi relative aux effectifs et aux statuts du personnel des forces armées".

*

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 6.

Le texte suivant est proposé pour le a. du § 2 de cet article :

"a. pour les officiers de carrière et de complément, sous réserve de l'article 10, alinéa 5 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée par la langue dans laquelle ils ont subi l'épreuve sur la connaissance approfondie, prévue à l'article 2 de ladite loi".

Le paragraphe 2, c., qui se réfère à l'article 19, dernier alinéa de la loi du 30 juillet 1938 n'est plus adapté aux modifications apportées aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative par les lois coordonnées du 18 juillet 1966. En effet, cette disposition omet de régler le cas des miliciens inscrits dans les communes dont il est question aux articles 7 (six "communes péri-

.../...

phériques") 8, 1° et 2° (communes de la région de Verviers de langue allemande et "communes malmédiennes") et 16 (neuf communes de l'arrondissement de Verviers) des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Le présent projet devrait être l'occasion d'apporter à l'article 19 les modifications nécessaires.

Ces modifications seraient utilement proposées à la section 1ère du chapître V.

Article 7.

La rédaction suivante est proposée pour le § 2

"§ 2. Tout citoyen belge du sexe masculin ou féminin peut faire partie du cadre temporaire".

Article 8.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Le personnel militaire du cadre temporaire sert en vertu d'engagements et de rengagements successifs. La durée totale des services accomplis dans ce cadre comme

.../...

officier, candicat officier, sous-officier, candidat sous-officier ou volontaire ne peut excéder dix ans".

Article 9.

Au § 2 de cet article, il y a un manque de concordance. Dans le texte néerlandais, il y a lieu de supprimer le mot "beroeps".

Article 10.

Il est proposé de rédiger le § 3 de cet article comme suit :

"§ 3. Le milicien sous les armes, le rappelé, le militaire en congé illimité ou en congé définitif peuvent être admis à contracter un engagement.

L'engagé et le rengagé peuvent être admis à contracter un rengagement".

Article 11, § 3.

Ce texte est beaucoup plus large que le texte actuel de l'article 79, § 2 des lois sur la milice qui fixe un plafond à l'indemnité (100.000 francs) et ne prévoit l'octroi d'une prime qu'à l'expiration de l'engagement ou du rengagement.

*

.../...

De tous les articles figurant au chapitre VIII des lois sur la milice, l'article 113, 9° du projet ne laisse subsister que l'article 84. Il serait plus simple d'abroger tout le chapitre VIII et de reprendre le prescrit de l'article 84 dans le chapitre II, section 2 du projet.

*

Aux articles 15 à 18, il est fait usage des termes "résiliation sur demande" alors que dans les articles 101 à 104 on emploie l'expression "démission acceptée" pour exprimer la même idée.

Il y a lieu d'unifier cette terminologie.

Article 16.

Il existe une contradiction entre les dispositions de cet article et celles de l'article 7 qui admet les femmes sur le même pied que les hommes au recrutement, aux avantages et aux obligations de la carrière d'un militaire, et le refus, d'autre part, d'admettre les militaires féminins dans le cadre des officiers de réserve et ce, d'autant plus que dans l'esprit du projet, tel qu'il est notamment attesté par l'article 47, les militaires féminins ont les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes obligations que les militaires masculins, comme le veut d'ailleurs le principe de l'égale admissibilité des hommes et des femmes aux emplois publics, exprimé par les articles 6 et 6bis de la Constitution.

.../...

Article 19, § 2.

L'alinéa 2 est superflu.

Article 23, 4°.

Il y a lieu d'écrire "sur la connaissance effective d'une autre langue prévue par les articles 2bis, 3 et 4 de la même loi".

Article 29.

Dans la proposition liminaire, il est proposé d'écrire :

"être admis dans le cadre des sous-officiers de complément ...".

Article 32.

L'article 7, § 3, 2° de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 exclut le temps passé au service actif comme volontaire; mais uniquement quant aux services "n'ayant pas été rémunérés par un traitement ou un salaire" ce qui n'est pas le cas en l'occurence.

.../...

Sans doute l'article 32, alinéa 2 du projet a pour effet d'abroger implicitement la disposition de l'article 7, § 3, 2° de l'arrêté royal n° 255. Il s'indique néanmoins de formuler expressément cette abrogation dans le projet.

Article 33.

Le § 3 est inutile; l'article 67 de la Constitution charge le Roi de faire les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article 33 :

"Article 33.-

§ 1. Les militaires temporaires qui, à l'expiration du terme de service maximum n'ont pas été admis dans le cadre de carrière ou de complément, peuvent, à leur demande, être autorisés à se présenter à l'épreuve d'admission déterminée par le Roi en application de l'article 6 § 1er des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, et peuvent, aux conditions prévues à ce même article, bénéficier du quota réservé, après les bénéficiaires des susdites lois, et après les bénéficiaires de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages, modifié par la loi du 4 juin 1970.

.../...

Cette demande doit, sous peine de forclusion, être introduite dans les trois mois qui suivent la fin des services à l'armée.

§ 2. En aucun cas, les bénéficiaires du présent article ne peuvent faire valoir de droits à l'égard des agents du service public envisagé qui, suite à un concours d'admission au niveau supérieur, peuvent prétendre à une promotion aux grades envisagés".

Article 45.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 45.-

Sont applicables aux officiers de complément, les dispositions législatives et réglementaires qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi et qui sont relatives :

1° au statut des officiers de carrière. Bénéficie ... (la suite comme au projet);

2° aux pensions militaires y compris la majoration de deux ans de service effectif prévue par l'article 4, alinéa 2 des lois coordonnées sur les pensions militaires;

3° aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie".

.../...

Article 48.

L'expression "fonctions non combattantes" n'est définie par aucun texte. L'article 48 n'énonce pas de critères objectifs permettant, contrairement au principe établi par l'article 47, d'exclure le personnel féminin de certaines fonctions à l'armée.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, cette disposition aurait une portée purement interne d'organisation de l'armée et serait destinée à permettre au Roi de déterminer quelles sont les fonctions réputées combattantes et dont le personnel féminin serait exclu. Si telle est la portée qui doit être donnée à l'article 48, celui-ci est inutile et sa suppression s'impose.

En effet, le Roi auquel l'article 68 de la Constitution confie le commandement de l'armée, trouve dans cette disposition le pouvoir d'organiser les forces armées et, en conséquence, de déterminer éventuellement les fonctions auxquelles le personnel féminin n'aurait pas accès.

Il va de soi que pour respecter le prescrit de l'article 6 de la Constitution ainsi que les stipulations de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 (approuvée par la loi du 13 mai 1955) et celles de la Convention sur les droits politiques de la femme, signée à New-York le 31 mars 1953 (approuvée par la loi du 19 mars 1964),

.../...

le Roi devra, dans l'exercice de ce pouvoir, déterminer les critères objectifs selon lesquels Il établira de pareilles exclusions.

Cette observation vaut également pour diverses autres dispositions du projet et notamment pour les articles 71 et 85 de celui-ci.

La suppression de l'article 48 entraîne, dans l'intitulé du chapitre IV, celle du mot "spéciales" qui, de toute façon, est en contradiction avec l'intitulé de la section première de ce chapitre.

Article 49 et 50.

Le projet ne dispose qu'en ce qui concerne la démission ou la résiliation de l'engagement en cas de grossesse, le congé de maternité et le congé pour l'allaitement.

Il ne prévoit rien quant à l'exécution de travaux reconnus dangereux pour la santé d'une femme enceinte, ou quant aux travaux supplémentaires. Il ne prévoit aucune limite au droit de mettre en non-activité ou à la pension pour des raisons de santé durant le congé de maternité ou d'allaitement.

.../...

Le législateur appréciera s'il ne serait pas opportun de transposer dans la future loi les dispositions des articles 40 à 44 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Article 54.

Cet article ne remplace pas seulement l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 mais aussi son article 4. Il y a lieu de rédiger le liminaire de cet article de la manière suivante :

"Les articles 3 et 4 ... sont remplacés par la disposition suivante formant article 3 : ..."

Au § 2 du nouvel article 3, il est proposé d'écrire :

" - ... ;
- donner une leçon théorique sur un sujet militaire ;
- lire un texte et le résumer ;
- ... ".

Article 56.

Il est proposé d'insérer les mots "principal adjoint" après les mots "de médecin" "de pharmacien" "de dentiste".

La même observation vaut notamment pour l'article 72.

.../...

Article 58.

La disposition proposée ne se comprend que si l'on sait que l'article 7 définit les critères qui permettent de considérer que l'officier a une connaissance approfondie de la seconde langue.

Pour dissiper toute équivoque, le texte suivant est proposé :

"Article 7bis.-

Pour être nommé à un grade d'officier général, l'officier doit remplir l'une des conditions qui, aux termes de l'article 7 § 1 permettent de le considérer comme ayant une connaissance approfondie de la seconde langue".

Article 59.

Il est proposé de remplacer le mot "introduits" par "insérés".

Article 61.

Au 1° de l'article 10, il est proposé de rédiger l'alinéa 3 nouveau comme suit :

"Chacune de ces divisions comprend un nombre d'élèves déterminé en vue de réaliser la proportionnalité prévue par la loi relative aux effectifs et aux statuts du personnel des forces armées".

.../...

Au 2°, il est inéxact de dire que ces candidats "changent" de régime linguistique.

En fait leur régime linguistique est établi selon le critère de la langue de leurs études au lieu de la langue de leur examen d'admission.

Il est proposé d'écrire : "dans ce cas, le régime linguistique du candidat est celui de la langue utilisée dans la division dans laquelle il a accompli son cycle de formation".

Article 62.

Le prescrit de l'article 4 étant remplacé par l'article 3 nouveau et l'article 4 bis devenant l'article 4, l'abrogation prévue à l'article 62 est sans objet.

Article 65.

Au § 1er de l'article 11 nouveau, il est proposé de remplacer les mots "s'ils sont contraints de quitter le service" par les mots "s'ils sont mis à la pension".

.../...

Article 66.

Dans l'article 16 nouveau, l'ordre du 4° et du 5° devrait être interverti et le 4° (devenant 5°) devrait être rédigé comme suit :

"5° remplir les conditions supplémentaires que le Roi peut fixer".

Article 69.

Dans l'article 69, en tant qu'il remplace l'article 18 de la loi du 23 décembre 1955, les mots "s'il a encore des obligations militaires" sont inutiles et peuvent être supprimés.

Article 81 bis.

Il n'est pas d'usage dans un projet de loi de numéroter des articles par "bis" "ter" etc., autrement que pour introduire des articles nouveaux dans un texte déjà existant.

Article 85.

Dans le texte actuel de l'article 8, 1° de la loi du 27 décembre 1961, il y a lieu de supprimer les mots "ou comme rengagé".

.../...

Article 113.

Au 2°, 3° et 5° il n'y a pas lieu de viser la loi du 22 décembre 1956 qui est déjà abrogée.

Il en est de même de la loi du 28 juin 1960, visée au 4°.

En revanche, il y a lieu d'ajouter, entre le 6° et le 7° la mention de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, article 7, § 3, 2°, ce qui entraînera une modification dans le numérotage du 7° au 11°.

Article 114.

En accord avec le représentant du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Article 114.

L'exécution de l'article 6, § 1er, b, est suspendue jusqu'à la date où les nominations aux grades d'officiers supérieurøs auront été réalisées conformément à la proportion prévue à l'article 6, § 3.

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi procède aux nominations dans chaque grade d'officier supérieur dans la proportion déterminée en exécution de l'article 6, § 3".

Het opschrift is niet gesteld in de gebruikelijke vorm. Men leze het als volgt :

"Ontwerp van wet betreffende de getalsterkte en de statuten van het personeel van de krijgsmacht".

*

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 6.

Voor a. van § 2 van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"a. voor de officieren van het beroeps- en van het aanvullingskader, onder voorbehoud van artikel 10, vijfde lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, door de taal waarin zij het in artikel 2 van die wet voorgeschreven examen over de grondige kennis hebben afgelegd".

Paragraaf 2, c., waarin verwezen wordt naar artikel 19, laatste lid, van de wet van 30 juli 1938, is niet meer aangepast aan de wijzigingen die door de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 zijn aangebracht in de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken. Niet geregeld wordt immers het geval van de dienst-

.../...

plichtigen die ingeschreven zijn in de gemeenten waarvan sprake in de artikelen 7 (zes "randgemeenten"), 8, 1° en 2° (gemeenten uit het Duitse taalgebied in de streek van Verviers en "gemeenten uit het Malmedyse") en 16 (negen gemeenten van het arrondissement Verviers) van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Van het onderhavige ontwerp zou gebruik moeten worden gemaakt om in artikel 19 de nodige wijzigingen aan te brengen.

Een geschikte plaats voor het onderbrengen van die wijzigingen is afdeling 1 van hoofdstuk V.

Artikel 7.

Paragraaf 2 leze men als volgt :

"§ 2. Ieder Belgisch burger van het mannelijk of het vrouwelijk geslacht kan deel uitmaken van het tijdelijk kader".

Artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Het militaire personeel van het tijdelijk kader dient krachtens dienstneming en achtereen-

.../...

volgende wederdienstneming. De totale duur van de diensten als officier, kandidaat-officier, onderofficier, kandidaat-onderofficier of vrijwilliger in dat kader mag de tien jaar niet overschrijden.

Artikel 9.

In § 2 van dit artikel stemmen beide teksten niet geheel overeen. In de Nederlandse schrappe men tweemaal "beroeps".

Artikel 10.

Paragraaf 3 van dit artikel leze men als volgt :

"§ 3. Aan de dienstplichtige onder de wapens, aan de wederopgeroepene en aan de militair met onbepaald of met definitief verlof kan dienstneming worden toegestaan.

Aan de dienstnemende en de wederdienstnemende kan wederdienstneming worden toegestaan".

Artikel 11, § 3.

Deze tekst is veel ruimer dan de huidige tekst van artikel 79, § 2, van de gecoördineerde

.../...

dienstplichtwetten, hetwelk een grens aan de vergoeding (100.000 frank) stelt en in de toekenning van een premie slechts bij het verstrijken van de dienstneming of de wederdienstneming voorziet.

*

Van alle artikelen van hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten laat artikel 113, 9°, van het ontwerp alleen artikel 84 bestaan. Het ware eenvoudiger het hele hoofdstuk VIII op te heffen en het voorschrift van artikel 84 in hoofdstuk II, afdeling 2, van het ontwerp op te nemen.

*

In de artikelen 15 tot 18 worden de termen "verbreking van ambtswege" gebruikt, terwijl in de artikelen 101 tot 104 de uitdrukkingen "aanvaard" en "aangenomen ontslag" dienen om hetzelfde te zeggen.

De terminologie moet eenvormig worden gemaakt.

Artikel 16.

Er is tegenspraak tussen wat wordt bepaald, enerzijds in dit artikel en in artikel 7, hetwelk vrouwen op dezelfde voet als mannen tot de recrutering, de voordelen en de verplichtingen van de loop-

.../...

baan van de militair toelaat, en anderzijds de weigering om vrouwelijke militairen toe te laten tot het kader van de reserveofficieren, te meer daar, in de geest van het ontwerp, en zoals met name uitdrukkelijk gezegd wordt in artikel 47, vrouwelijke militairen dezelfde rechten, plichten en verplichtingen hebben als de mannelijke, hetgeen overigens strookt met het in de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet neergelegde beginsel dat de mannen en de vrouwen gelijke toegang hebben tot overheidsbedieningen.

Artikel 19, § 2.

Het tweede lid is overbodig.

Artikel 23, 4°.

Men leze "over de werkelijke kennis van een andere taal, bedoeld in de artikelen 2bis, 3 en 4 van dezelfde wet".

Artikel 29.

In de inleidende volzin leze men :

"In het kader van de aanvullingsonderofficieren kan op zijn aanvraag worden opgenomen ...".

.../...

Artikel 32.

Artikel 7, § 3, 2°, van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 sluit de als vrijwilliger in actieve dienst doorgebrachte tijd uit, maar alleen wat de diensten betreft "waarvoor noch wedde noch loon werd getrokken", wat hier niet het geval is.

Artikel 32, tweede lid, van het ontwerp impliceert opheffing van het bepaalde in artikel 7, § 3, 2°, van het koninklijk besluit nr. 255. Het is niettemin geraden die opheffing uitdrukkelijk in het ontwerp te formuleren.

Artikel 33.

Paragraaf 3 is overbodig; artikel 67 van de Grondwet belast de Koning met het opmaken van de verordeningen en het nemen van de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn.

Voor artikel 33 in zijn geheel wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 33.-

§ 1. Aan de tijdelijke militairen die bij het einde van de maximale actieve dienst niet toegelaten worden tot het beroeps- of het aanvullingskader, kan op hun aanvraag worden toegestaan deel te nemen aan het toelatingsexamen, door de Koning bepaald overeenkomstig artikel 6, § 1, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika; zij kunnen onder de voorwaarden van datzelfde artikel het voordeel van het voorbehouden quotum genieten, na de gerechtigden ingevolge de voornoemde wetten en na de gerechtigden ingevolge het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijke werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1970.

De aanvraag moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na het einde van de diensten in het leger worden ingediend.

§ 2. In geen geval kunnen de in dit artikel bedoelde gerechtigden rechten doen gelden ten

.../...

aanzien van de ambtenaren van de in aanmerking genomen openbare dienst, die na een vergelijkend examen voor toelating tot een hoger niveau aanspraak kunnen maken op een bevordering tot die graden".

Artikel 45.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 45.-

Op de aanvullingsofficieren zijn van toepassing de wets- en verordeningsbepalingen die niet onbestaanbaar zijn met deze wet en die betrekking hebben :

1° op het statuut van de beroepsofficieren. De anciënniteitsbijslag, bedoeld in artikel 37 van de wet van 1 maart 1958, geniet de aanvullingsofficier die, voor hij tot een officierenopleiding werd toegelaten, met goede uitslag hoger onderwijs heeft gevolgd;

2° op de militaire pensioenen, met inbegrip van de vermeerdering met twee jaar werkelijke dienst waarvan sprake in artikel 4, tweede lid, van de wetten op de militaire pensioenen;

3° op de pensioenen der weduwen en wezen van de leden van het leger en van de Rijkswacht".

.../...

Artikel 48.

De uitdrukking "niet strijdende functies" wordt nergens omschreven. Artikel 48 formuleert geen objectieve maatstaven op grond waarvan, in strijd met het bij artikel 47 gestelde beginsel, het vrouwelijk personeel van sommige ambten in het leger zou kunnen worden uitgesloten.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg zou die bepaling slechts de interne organisatie van het leger betreffen en bedoeld zijn om de Koning in staat te stellen te bepalen welke functies worden geacht de "strijdende functies" te zijn waarvan het vrouwelijk personeel uitgesloten zou zijn. Als artikel 48 die draagwijdte heeft moet het als overbodig worden geschrapt.

De Koning, aan wie artikel 68 van de Grondwet het bevel over het leger opdraagt, vindt in die bepaling immers de bevoegdheid om de krijgsmacht te organiseren en dientengevolge eventueel te bepalen tot welke ambten het vrouwelijk personeel geen toegang zou hebben.

Het spreekt vanzelf dat de Koning, wil Hij in overeenstemming blijven met artikel 6 van de Grondwet een ook met de bepalingen van het op 4 november 1950 te Rome ondertekende Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens (goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955) en van het op 31 maart 1953

.../...

te New York ondertekende Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw (goedgekeurd bij de wet van 19 maart 1964), in de uitoefening van die bevoegdheid de objectieve maatstaven zal moeten bepalen volgens welke hij zodanige uitsluitingen zal vaststellen.

Die opmerking geldt eveneens voor een aantal andere bepalingen van het ontwerp, met name voor de artikelen 71 en 85.

Uit de schrapping van artikel 48 volgt ook die van het woord "Bijzondere" in het opschrift van hoofdstuk IV, hetwelk hoe dan ook in tegenspraak is met het opschrift van de eerste afdeling van dat hoofdstuk.

Artikelen 49 en 50.

Het ontwerp regelt alleen het ontslag of de verbreking van de dienstneming in geval van zwangerschap, moederschaps- en borstvoedingsverlof.

Het zegt niets over het verrichten van voor de gezondheid van een zwangere vrouw als gevaarlijk erkende arbeid, noch over overwerk. Het legt hoegenaamd geen beperking op het recht om tijdens het moederschaps- of borstvoedingsverlof op non-activiteit of op pensioen te stellen om gezondheidsredenen.

.../...

De wetgever zal oordelen of het al dan niet passend is dat het bepaalde in de artikelen 40 tot 44 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 getransponeerd wordt in de ontworpen wet.

Artikel 54.

Dit artikel vervangt niet alleen artikel 3 maar ook artikel 4 van de wet van 30 juli 1938. De inleidende volzin van dit artikel leze men als volgt :

"De artikelen 3 en 4 ... worden vervangen door de volgende bepaling, die artikel 3 wordt : ...".

In § 2 van het nieuwe artikel 3 leze men :

" - ...;

- een theorieles over een militair onderwerp geven;
- een tekst lezen en samenvatten;

...".

Artikel 56.

Men schrijve : "van adjunct-eerstaanwezend geneesheer, van adjunct-eerstaanwezend apotheker, van adjunct-eerstaanwezend tandarts of van adjunct-eerstaanwezend dierenarts".

Dezelfde opmerking geldt met name voor artikel 72.

.../...

Artikel 58.

Het voorgestelde heeft slechts zin als men weet dat artikel 7 de maatstaven opgeeft op grond waarvan de officier geacht kan worden een grondige kennis van de tweede taal te hebben.

Om dubbelzinnigheid te voorkomen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 7bis.-

Om in een graad van oppperofficier te worden benoemd, moet de officier een der voorwaarden vervullen op grond waarvan hij luidens artikel 7, § 1, geacht kan worden een grondige kennis van de tweede taal te hebben".

Artikel 59.

In de Franse tekst leze men "insérés" in plaats van "introduits".

Artikel 61.

Onder 1° van artikel 10 leze men het nieuwe derde lid als volgt :

"Elk van deze afdelingen omvat een aantal leerlingen dat is bepaald ter verwezenlijking van de evenredigheid die

.../...

bij de wet betreffende de getalsterkte en de statuten van het personeel van de krijgsmacht is voorgeschrevene.

Onder 2° is het onjuist te zeggen dat de kandidaten van taalstelsel "veranderen".

Beslissend voor hun taalstelsel is in feite de taal van hun studie, niet die van hun toelatingsexamen.

Men leze derhalve : "in dit geval is het taalstelsel van de kandidaat dat van de taal, gebezigd in de divisie waarbij hij zijn opleidingscyclus heeft vervuld".

Artikel 62.

Aangezien het in artikel 4 bepaalde wordt vervangen door het nieuwe artikel 3, en artikel 4bis artikel 4 wordt, heeft de bij artikel 62 voorgeschreven opheffing geen zin.

Artikel 65.

In § 1 van het nieuwe artikel 11 vervange men de woorden "... verplicht worden de actieve dienst te verlaten" door de woorden "gepensioneerd worden".

.../...

Artikel 66.

In het nieuwe artikel 16 dient de volgorde van 4° en 5° te worden omgekeerd en zou 4° (dat 5° wordt) als volgt moeten worden gelezen :

"5° de bijkomende voorwaarden vervullen welke de Koning kan vaststellen".

Artikel 69.

In zover artikel 69 artikel 18 van de wet van 23 december 1955 vervangt, kunnen de woorden "Indien hij nog militaire verplichtingen heeft" als overbodig wegvallen.

Artikel 81bis.

Het is niet gebruikelijk in een wetsontwerp de artikelen te nummeren met "bis" "ter" enz., behalve om nieuwe artikelen in een reeds bestaande tekst in te voegen.

Artikel 85.

In de huidige tekst van artikel 8, 1°, van de wet van 27 december 1961 schrappe men de woorden "of als dienst-hernemer".

.../...

Artikel 113.

In 2°, 3° en 5° hoeft niet te worden verwezen naar de wet van 22 december 1956, die reeds is opgeheven.

Hetzelfde geldt voor de in 4° bedoelde wet van 28 juni 1960.

Daarentegen voege men tussen 6° en 7° de vermelding in van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot ee making van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht, artikel 7, § 3, 2°. Van 7° tot 11° moet dan de nummering worden gewijzigd.

Artikel 114.

Met instemming van de gemachtigde van de Regering stelt de Raad van State de volgende lezing voor :

"Artikel 114.-

De uitvoering van artikel 6, § 1, b, wordt geschorst tot de dag waarop de benoemingen in de graden van hoofdofficier gedaan zijn overeenkomstig de in artikel 6, § 3, bedoelde verhouding.

Zodra deze wet in werking treedt, doet de Koning de benoemingen in elke graad van hoofdofficier volgens de ter uitvoering van artikel 6, § 3, vastgestelde verhouding.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
De Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.